



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Comme si de rien n'était ! Cette courte phrase pourrait s'appliquer à notre ministre Blanquer, à l'ensemble du gouvernement mais aussi à la majorité parlementaire...

Les écoles, les personnels, les élèves et leurs familles ont été malmenés, brutalisés, abandonnés. Les mots ont un sens, ce ne sont pas seulement les nôtres, mais ceux de nos collègues, de parents, et de nombreux citoyens rencontrés.

Comme si de rien n'était, ou presque, le ministre déroule sa feuille de route ! Ou presque, car il aura fallu une mobilisation d'ampleur et des manifestations dans la rue initiées par le SNUipp-FSU, pour contraindre, un peu, ce gouvernement, à recevoir en urgence les organisations syndicales représentatives. Quelques engagements ont été pris, mais à la FSU, nous ne sommes pas dupes : les blessures dans l'Education Nationale sont tellement nombreuses et profondes que les quelques pansements proposés ne résoudront rien ou presque rien.

Rien de bien concret n'est visible notamment le recrutement par manque de candidats. Nous l'avons vu samedi dans la presse avec un appel aux contractuels, main d'œuvre bon marché, une ressource de plus à exploiter, puis à jeter au mois de juillet, méthode Kleenex. C'est dire l'État de l'EN. Les paroles semblent s'être envolées, paroles discréditées par le comportement d'un Ministre qui ne l'est pas moins !

Comme si de rien n'était, les moyens alloués à l'Education démontrent que notre Ecole n'est pas la priorité. La crise sanitaire a démontré la nécessité de renforcer les services publics : ceux de la santé évidemment, mais aussi l'Ecole et tous les métiers de l'Education, tant ceux-ci sont aussi en première ligne pour faire tenir toute la société et au-delà préserver tout son avenir. Le budget 2022 ignore ce constat et aucun collectif budgétaire ne semble sur la table.

Aujourd'hui, Madame l'Inspectrice, vous nous présentez un projet de carte scolaire. La représentation nationale vote le budget, le ministère fait des arbitrages, et vous, représentante du ministre, faites avec ce que l'on vous octroie ! Hélas, avec seulement une dotation de +2, cette carte scolaire s'annonce tout aussi contrainte que les précédentes. La priorité au primaire est une vaste mascarade puisque la dotation ne correspond même pas à des postes mais seulement à une augmentation du temps de présence des futurs PES devant élèves qui passera l'année prochaine d'un mi-temps à un temps plein, comme au bon vieux temps du sarkozysme. Le tour de passe-passe du ministre consistant à ne plus parler de postes statutaires d'enseignant·es mais de moyens ne dupe personne : il s'agit de précariser un peu plus les agent·tes, comme peut en témoigner le nombre élevé de contractuel·les, nombre supérieur à celui des PES recrutés : non seulement ce gouvernement ne prépare pas l'avenir, mais en plus il sacrifie la jeunesse.

Par conséquent, la carte scolaire que nous examinons est sans ambition et incompréhensible par certains aspects. Elle reprend à minima les priorités nationales, si on peut les nommer ainsi. Se cacher derrière une relative baisse démographique pour justifier une si petite dotation, nous ne l'acceptons pas. Où sont les postes de remplaçant·tes pourtant nécessaires et qui nous font si cruellement défaut et pas seulement en période COVID ? Où sont les postes de RASED détruits et pourtant indispensables ?

L'Ecole manque d'enseignant·es et les enseignant·es manquent de considération ne serait-ce que par leur salaire ! L'école manque de postes, pour réellement abaisser les effectifs dans les classes, pour remplacer les collègues absents, pour permettre une réelle formation autre que celle contrainte donc subie, pour aider et accompagner les élèves qui rencontrent des difficultés, pour la

direction et le fonctionnement de l'Ecole.

Nous allons évoquer les situations, dont certaines, peut-être, pourront trouver une issue favorable, mais cela va rester bien maigre. C'est d'un investissement massif dont nous devrions parler, afin de proposer une carte scolaire et une répartition des moyens correspondant aux besoins des territoires et des élèves. A l'inverse, vous allez répartir et arbitrer en fonction de ces moyens de misère.

Pour la FSU, c'est bien toute l'Education qui est une priorité ! A l'opposé de cette politique, l'Ecole a un besoin urgent d'investissement. Nous réclamons un collectif budgétaire pour des recrutements statutaires d'enseignants et de personnels... En n'oubliant pas les AESH, personnels essentiels et pourtant précarisés donc méprisés, en immense majorité des femmes... Notre ministère ose nous parler, sans honte, d'un plan d'égalité hommes-femmes ! Quel bel employeur fait l'État !

En matière de dialogue social, la loi de transformation de la Fonction Publique n'aura pas eu comme unique conséquence la disparition des instances ou la mise à l'écart des organisations syndicales représentatives. Cela est allé bien plus loin dans les pratiques. En effet, si l'on considère un territoire, le dialogue doit s'opérer avec tous les acteurs. Or, dans certaines écoles, les opérations de carte scolaire se sont déroulées sans consultation ou à minima sans information des collègues par les IEN. Les équipes ont appris les informations par les mairies, et parfois par nous-mêmes. Je vous laisse imaginer la surprise, le choc, et le discrédit qui en découle vis-à-vis de notre institution. Est-ce cela le new management à la sauce Blanquer? Assurément oui et c'est assez pitoyable, quand on sait le travail demandé aux équipes et aux directions d'écoles pour la gestion de la crise sanitaire notamment. Y compris les soirs tard, les dimanches et les jours fériés, les IEN ont su trouver les directrices et directeurs et la future mise en application de la Loi Rilhac est bien loin de nous rassurer sur l'évolution de leurs conditions de travail et du retour de la sérénité dans les écoles et dans les classes... Vous saurez, nous n'en doutons pas un instant, faire passer le message !

Madame l'Inspectrice, ces opérations de carte scolaire se déroulent sous le signe de la misère et de l'austérité dans un pays riche dont les profits n'ont jamais été aussi imposants et indécents. Cette situation, vous n'en êtes que très partiellement responsable mais elle doit vous alerter. L'école est exsangue, les personnels maltraités, les élèves et notre jeunesse sacrifiés, aucun élément de langage, aucune statistique, ne peut dissimuler la catastrophe présente et prévenir de celles plus profondes encore à venir.

Les représentants FSU24